

Directeur Politique :
G. CLEMENTEAU

ABONNEMENTS
PARIS : Trois mois 10 fr.
Six mois 20 »
Un an 40 »
ET DÉPARTS : Trois mois 12 fr.
Six mois 24 »
Un an 48 »
Secrétaire de la Rédaction, M. A. ÉTIEVANT
ANNONCES chez MM. DOLLINGEN et SÉGUIN, 16, Rue Grange-Batelière, 16
ET AU BUREAU DU JOURNAL

LA JUSTICE

Rédacteur en Chef :
CAMILLE PELLETAN

ABONNEMENTS
PARIS : Trois mois 13 fr.
Six mois 26 »
Un an 52 »
ET DÉPARTS : Trois mois 15 fr.
Six mois 30 »
Un an 60 »

Adressez les mandats à l'Administrateur
M. E. TRÉBUTIN
50, rue de l'Anjou-Saint-Hippolyte, 50.

LES CONSEILS MUNICIPAUX ET L'ENSEIGNEMENT

Il me sera permis de revenir sur les observations que j'ai présentées à propos d'une disposition secondaire de l'importante loi sur les dépenses de l'enseignement primaire, heureusement votée d'une manière définitive aujourd'hui.

La Chambre n'avait pas introduit cette disposition dans la loi. C'est le Sénat qui l'y a mise sur la proposition de M. Bardoux. Ce centre-gaucher distingué s'était ému de l'acte audacieux du Conseil municipal de Paris qui n'avait pas craint de choisir et de faire distribuer gratuitement aux élèves de ses écoles une grammaire d'ailleurs remarquable de M. Gaston Da Costa.

M. Bardoux s'est dit qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour éviter le retour d'actes aussi subversifs. Il a donc présenté, enveloppé de commentaires plutôt aigres contre la municipalité parisienne, un amendement que la majorité sénatoriale a voté avec délices. Pensez donc, il ne fallait pas laisser passer l'occasion de jouer un mauvais tour aux hôtes farouches de l'Hôtel de Ville.

Le malheur est que la disposition, si elle ne visait que Paris, atteinte tous les conseils municipaux de France. Quel est en effet, son esprit, quelle est sa portée ? Un règlement d'administration publique devra déterminer les conditions dans lesquelles les conseils municipaux pourront assurer la fourniture gratuite de livres de classe.

Voici ce qui se cache sous ce paragraphe d'apparence débonnaire. Aujourd'hui les conseils municipaux ont le droit de choisir tel ou tel livre et d'en voter la distribution gratuite aux élèves des écoles.

Mais ne croyez pas qu'il leur soit loisible de prendre à leur gré tel ouvrage qu'ils jugent excellent. Non, leur choix est strictement limité. Les livres qu'on peut distribuer aux élèves de nos écoles sont ceux qui ont été choisis par le conseil supérieur de l'instruction publique, arrêté dans des conditions réglementées par un arrêté ministériel.

Pour la dresser, tous les instituteurs et institutrices de chaque canton se réunissent d'abord dans une conférence spéciale. Elle est ensuite transmise à l'inspecteur d'académie qui centralise les propositions de tout le département et les soumet à une commission composée exclusivement de fonctionnaires.

Au point de vue pédagogique toute sécurité est donc donnée aux esprits timorés qui redoutaient les fantaisies de quelques corps municipaux.

Grandrait-on qu'une municipalité réactionnaire n'ait le droit qui lui est laissé pour organiser des frais des contribuables une propagande antirépublicaine ? C'est abus encore est impossible. Le Conseil supérieur de l'instruction publique est, en effet, investi par sa loi constitutive du droit de rayonner des listes départementales tout ce qu'il juge.

rait immoral ou contraire à la Constitution.

Quelle est donc, en résumé, la faculté que notre législation scolaire accorde aux conseils municipaux ? Ils peuvent distribuer gratuitement aux élèves de leurs écoles un ouvrage choisi sous les contrôles successifs que nous venons d'énumérer. Ne semble-t-il pas qu'il faudrait les encourager au lieu de leur semer des obstacles sous les pas.

Telle n'est point l'opinion de M. Bardoux. « Je considère, a-t-il dit, que tout système qui favorise l'empêchement des conseils municipaux dans le choix des livres et des méthodes d'enseignement porte atteinte d'abord à la neutralité de l'école et, par suite, à la liberté de l'enseignement et à la liberté de conscience. »

N'en déplaise à ce singulier libéral « l'empêchement des conseils municipaux » dans les choses de l'enseignement, tel qu'il est réglé par les lois et décrets en vigueur est, à notre sens, tout à fait insuffisant.

C'est pas d'aujourd'hui que nous réclamons contre l'omnipotence de l'Etat en matière scolaire. S'il n'avait tenu qu'à M. Bardoux, elle se serait étendue un peu davantage.

Nous comptons que le ministre de l'instruction publique se souviendra des déclarations qu'il a faites samedi à la Chambre et ne ratifiera nulle disposition qui porterait atteinte au droit que les conseils municipaux exercent trop rarement aujourd'hui.

Si l'on écoutait M. Bardoux, on confierait à un règlement de telle façon combiné que c'est aux bureaux du ministère, aux personnages qui y sont tout puissants et à eux seuls qu'appartiendrait le choix des ouvrages scolaires par toute la France. Ce serait le triomphe des manuels officiels, rédigés au goût du jour, par un auteur bien en cour. Ce serait un coup funeste porté à l'indépendance du corps enseignant, aux intérêts de l'instruction publique.

Nous avons réclamé en vain que dans les limites prescrites par les lois de l'Etat, sous la condition essentielle du respect de la neutralité, il fût permis aux municipalités de créer, sous leur responsabilité, des livres scolaires et facultés.

Nous avons jusqu'à cette heure prêché dans le désert. Au moins qu'on n'aggrave pas les inconvénients du système régnant ; qu'on laisse aux corps locaux les droits que leur a trop parcimonieusement accordés notre législation scolaire.

A. Millerand.

DERNIERE HEURE

Les boulangistes à Périgueux. — A Genève. — La conférence de Decazeville.

Périgueux, 7 juillet.

MM. Laguerre et Déroulède ont fait, cet après-midi, à la fonderie Bergeron, située à une assez grande distance de la ville, une conférence devant un public peu nombreux. Deux agents et deux gendarmes ont suffi pour assurer l'ordre sur la voie publique.

A la conférence de MM. Laguerre et Dé-

roulède, on remarquait la présence de M. de Fourton.

La plupart des assistants étaient venus des départements voisins. Pendant toute la journée, l'attitude de la population a été indifférente.

Genève, 7 juillet.

Hier matin a eu lieu l'inauguration du monument élevé par la colonie française sur la tombe des internés de l'armée de l'Est morts en 1871 à Genève.

Environ 2,000 personnes, 20 Sociétés avec drapeaux et l'Union musicale française assistaient à cette cérémonie.

De nombreux discours ont été prononcés.

Decazeville, 7 juillet.

Aujourd'hui a eu lieu une conférence ouvrière. On y remarquait MM. les députés Basly, Camélinat, Ferroul, Calvinhac ; M. Brassy, président de la chambre syndicale de Decazeville, les délégués du congrès et 500 personnes environ.

MM. Basly, Ferroul, ont pris successivement la parole.

CHRONIQUE ELECTORALE

On nous télégraphie de Château-Thierry, 7 juillet.

Les délégués des associations républicaines de tous les cantons de l'arrondissement de Château-Thierry se sont réunis aujourd'hui sous la présidence de M. Deville, maire de Château-Thierry.

M. Deville a fait appel à l'union de toutes les fractions du parti républicain. Après avoir formulé le programme des prochaines élections, programme comportant la maintenance de la République par le pays et la guerre à outrance contre le pouvoir personnel, le Congrès a choisi M. Lesguillier comme candidat de l'arrondissement.

L'USINE CAIL

Démission du colonel de Bange

Le colonel de Bange vient de donner sa démission de directeur des usines Cail ; son remplaçant est M. Bougaillat, sous-directeur. Ce changement a été porté par voie d'affiche à la connaissance du personnel de l'usine.

L'Intransigeant a publié hier le récit d'une prétendue conversation que M. de Freycinet aurait eue avec le colonel Vincent. Le même journal a également publié le compte rendu de la déposition que cet officier aurait faite devant la Haute-Cour.

De cette double publication, il résulterait, d'après l'Intransigeant :

1° Que la commission d'instruction de la Haute Cour a cherché des preuves contre M. Boulanger dans le témoignage d'un espion allemand ;

2° Que M. de Freycinet a incité M. le colonel Vincent, ancien chef du service d'informations de la guerre, à déposer faussement contre son ancien chef ;

3° Que l'Allemagne, lorsqu'il s'agit de donner de l'avancement à ceux de nos officiers qui lui déplaissent, fait des représentations au gouvernement français ;

4° Que le gouvernement français obéit servilement aux ordres de M. de Bismarck et que le président de la République refuse de signer les décrets de promotion des officiers antipathiques à M. de Moltke.

M. le colonel Vincent aurait confié ces renseignements à un de ses amis qui, à son tour, les aurait communiqués à l'Intransigeant.

Nous lisons, à ce propos, l'information suivante dans le Temps :

A la suite de ces publications, le ministre de la guerre a mandé par le télégraphe le colonel Vincent, qui commande la subdivision de Dellys, dans la province de Constantine, pour qu'il ait à fournir des explications.

Nous sommes, d'autre part, autorisés à démentir les allégations formulées dans l'Intransigeant au sujet de la comparaison du colonel Vincent devant la Haute Cour de justice.

LETTERE DU JAPON

On nous écrit du Japon, le 2 juin 1889 :

Un violent incendie s'est déclaré hier vers une heure du matin, dans l'arsenal militaire de Ono Dzenohi, et a anéanti le chantier où se construisaient, sous la direction d'un de nos compatriotes, ingénieur de la marine, M. Pérard, et avec le concours d'ouvriers et de mécaniciens français, les torpilleurs de la Croixot fournis les diverses pièces.

On se demande ici à quelle cause ce sinistre peut être attribué, et l'on rencontre les gens qui n'hésitent pas à insinuer l'influence d'une puissance jalouse de l'influence française pourrait bien l'avoir provoqué. Le gouvernement japonais saura vite la vérité, grâce à son admirable police secrète, mais le public l'ignorera probablement toujours.

L'arsenal dont le chantier incendié faisait partie est dirigé par M. Iamagouchi, ingénieur japonais des plus intelligents qui a passé quelque temps à l'Ecole maritime de Cherbourg et qui parle admirablement notre langue. C'est grâce à lui et à quelques ingénieurs japonais qui, comme lui, ont fait leurs études maritimes à Cherbourg, que M. Bertin, ingénieur-constructeur du Sfax, avait été demandé comme conseiller avec 100,000 fr. de traitement annuel et que le Croixot avait obtenu la fourniture de toutes les pièces nécessaires à la construction des torpilleurs au Japon.

Les Anglais furent vivement surpris. Escomptant la négligence habituelle de la Légation de France, sachant même que le ministre ne prêtait aucune importance à ces affaires et n'intervenait pas en faveur de nos nationaux, ils avaient l'assurance de nous évincer.

Mais les ingénieurs japonais, M. Iamagouchi surtout, ont ignoré leurs chances selon leurs convenances personnelles, engagèrent M. Bertin et adoptèrent les produits français.

Epilés d'abord, furieux ensuite, les Anglais entreprirent une violente campagne contre nos ingénieurs et nos constructeurs et lorsque, il y a trois semaines, la nouvelle est arrivée ici que deux torpilleurs français s'étaient perdus corps et biens dans la Méditerranée et dans la Manche, leur journal, le *Huigo-News*, publia un article violent et grossier qui se terminait ainsi : « Les torpilleurs que construisent les Français à Ono sont du même type que ceux qui viennent de donner de si beaux résultats, nous ne félicitons pas les Japonais. »

Ils espèrent qu'à la suite de cet incendie l'œuvre sera suspendu pour longtemps, et ils se préparent, paraît-il, à offrir leurs services à la construction d'une maison anglaise sur ce point.

Que notre ministre veille ! La chose en est la peine.

V...

GARDEN-PARTY DU PRINCE DE GALLES

Certains journaux boulangistes ne se sont pas fait faute, à une époque relativement récente, d'adresser à la reine d'Angleterre et au prince de Galles, les pires injures de leur répertoire.

Une dépêche de quelques lignes venue d'Angleterre a changé tout cela ; cette dépêche annonçait que le général Boulanger avait assisté au *Garden-Party* du Prince de Galles.

Au reçu de cette nouvelle, les partisans du général-chromos, se sont empressés d'oublier leurs injures, de la veille, pour encenser ceux qu'ils insultaient ; ils sont devenus tout à coup amis et se sont empressés de louer le prince de Galles.

M. Moreau, président de la réunion, a remercié l'éminent orateur.

M. Depasse a proposé ensuite de faire une collecte au profit des ouvriers mineurs victimes de la catastrophe de Saint-Etienne.

mettre une sourdine à leur enthousiasme pour la famille royale d'Angleterre. Voici, en effet, ce que l'on télégraphie de Londres au *XIXe Siècle* :

La nouvelle publiée par certains journaux de Paris, d'après laquelle le général Boulanger aurait assisté ces jours derniers à la *Garden party* du prince de Galles, a ému les membres du parti libéral de la Chambre des communes, et on annonce que l'un d'eux, probablement l'honorable député de Bradford, M. Shaw-Lefevre, adressera à ce sujet une question au gouvernement.

D'autre part, on assure, dans l'entourage du prince de Galles, que le général Boulanger n'avait pas reçu d'invitation à assister à la *Garden party*. De fait, le nom de M. Boulanger n'a pas figuré sur la liste des invités.

D'autre part, le correspondant parisien du *Times*, après avoir relaté l'information des journaux boulangistes, affirme que le nom du général Boulanger ne figurait pas sur la liste des invités.

LA HAUTE COUR

L'article 10 de la loi de procédure pour les attentats contre la sûreté de l'Etat contient les dispositions suivantes :

« Lorsque l'instruction est terminée au jour fixé par son président, la commission se réunit sous le nom de chambre d'accusation et entend en présence du procureur général la lecture :

1° Du rapport sur l'instruction présenté par le président ;

2° Des réquisitions écrites du procureur général.

« Les pièces du procès seront déposées sur le bureau. Le procureur général se retirera avec le greffier. »

« Ce sont ces formalités que la commission a remplies samedi. »

Elle va maintenant examiner les réquisitions de M. Quesnay de Beaupré et rédiger l'arrêt de mise en accusation. Ce sera rédigé ensuite par le greffier et sera signé par certains sur certains.

VOIR PLUS LOIN

L'inauguration de la statue

Raspail ;

Les Hongrois à Paris ;

Les Fêtes des Tuileries ;

La Statue de Paul Bert ;

Les Courses de taureaux à Mar-

saille.

M. GOBLET A LILLE

M. Goblet a fait hier, à Lille, une conférence dans la salle de l'Hippodrome. La salle, qui contient plus de 3,000 personnes, était comble.

Après avoir remercié les organisateurs de la réunion et les assistants de l'accueil chaleureux qui lui avait été fait, M. Goblet a exposé l'état actuel de la situation politique.

Il a conclu en disant que si l'on veut échapper à l'action boulangiste, il faut en finir avec la politique préconisée par les modérés.

Il faut préparer la séparation de l'Eglise et de l'Etat par le moyen des lois sur les associations, et enfin reviser la constitution monarchiste de 1875.

Le discours de M. Goblet a été interrompu par des applaudissements fréquents et chaleureux. La péroraison, surtout, a été accueillie par des acclamations enthousiastes.

M. Moreau, président de la réunion, a remercié l'éminent orateur.

M. Depasse a proposé ensuite de faire une collecte au profit des ouvriers mineurs victimes de la catastrophe de Saint-Etienne.

BOULANGISTES A BORDEAUX

Les agents boulangistes de Bordeaux avaient travaillé avec un soin particulier, à l'organisation d'un banquet, auquel devaient prendre part les chefs du parti, assistés de nombreux députés réactionnaires.

Le banquet a eu lieu, mais, le résultat n'a pas été de nature à remplir de joie les alliés boulangistes-réactionnaires.

MM. Laguerre et Déroulède qui avaient fait annoncer leur arrivée à la gare de la Bastide, ont cru prudent d'aller descendre à la gare Saint-Jean, et de se rendre directement à la salle du banquet, en évitant la foule.

Nous empruntons au correspondant particulier du *Temps*, le récit de cette réunion, qui a cimenté l'alliance entre MM. Laguerre, Robert Mitchell, Déroulède, Troplong, etc., etc. :

Bordeaux, 7 juillet.

Vous savez qu'une réunion d'initiative organisée par le comité révisionniste de Bordeaux devait avoir lieu hier soir au Petit-Fresquet, salle des Lilas.

Aussi, au moment de l'arrivée du train de Paris, hier, à six heures, la foule était-elle grande à la gare du Nord pour recevoir l'honorable boulangiste représenté par MM. Laguerre et Déroulède. Il y avait peu d'ouïlets rouges, mais, en revanche, de nombreux groupes armés de sifflets, et qui se préparaient à en faire bon usage.

On s'est étonné par le bonapartiste Robert Mitchell et le radical Amélieux, rédacteur en chef de la *Victoire*, qui étaient venus fraternellement les recevoir ? Je ne sais ; mais toujours est-il que, laissant adversaires et amis faire le pied de grue à la gare du Nord, les deux missionnaires du boulangisme sont remontés dans le train de raccordement et sont allés débarquer à la gare du Midi. M. Laguerre avait abordé son écharpe, ce qui le fit reconnaître de quelques personnes, une quarantaine environ, qui se trouvaient à la gare et qui s'élevèrent avec unanimité. M. Laguerre et M. Déroulède, au lieu de se rendre à leur hôtel comme on l'avait annoncé, sont allés directement à la salle de banquet, qui est de l'autre côté de la ville.

Sur la route, ils n'ont rencontré que des groupes hostiles qui sifflaient et criaient : « A bas Boulanger ! » Hélas ! les chevaliers de l'ouïlet et les camelots traditionnels qu'on n'avait pas eu le temps de prévenir attendaient toujours sur le parcours primitivement arrêté.

Au banquet, il y avait huit à neuf cents convités, tous les anciens socialistes de Bordeaux et d'anciens radicaux fraternels, mais aussi des bonapartistes (c'est le chef de ce dernier groupe, le baron de Breteuil, conseiller général, qui a prononcé la salle) s'y étaient donné rendez-vous, parmi eux, pas mal de faux frères s'étaient glissés en creux.

M. Thériou, l'ancien député Ligne des patriotes, pressant sa droite, étaient MM. Laguerre, Ferroul, le maire du Boucau, récemment révoqué, et les conseillers municipaux de Bordeaux, Troplong, etc., etc., à sa gauche, M. Déroulède, puis un ancien radical, Davenne, et Jourde, ancien socialiste, tous deux ralliés au boulangisme, puis encore MM. Robert Mitchell et Esquiassou, deux conseillers généraux bonapartistes, et Hermitte, bonapartiste militant.

Au dessert, M. Thériou prend la parole, mais le brouhaha est tel qu'on n'entend pas un mot de ce qu'il dit ; ses amis le pressent de renoncer à la parole ; il y consent.

M. Laguerre lui succède. Il se livre à des efforts désespérés pour dominer le vacarme qui redouble. Une demi-heure s'écoule ainsi. M. Jourde intervient ; il invite les amis de l'ordre à faire silence, mais il n'obtient aucun succès. C'est le tour de M. Déroulède à tenter la même entreprise ; il échoue comme M. Laguerre et comme M. Thériou.

Enfin, l'assemblée paraît s'assagir. M. Laguerre, qui s'est dressé sur la table, renversant verres et bouteilles, parvient à prononcer un discours fréquemment interrompu par des bruits et des mouvements divers.

Depuis juillet 1885, où il était venu à Bordeaux avec les chefs du parti radical, ceux-ci, dit-il, ont trahi leur programme et leur drapeau pour mettre leur main dans la main des chefs de la République ; il fait le procès du Sénat, il fait le procès des opportunistes ; il ébauche un programme électoral. C'est aux cris de : « A bas les voleurs ! » que se feront les élections prochaines.

Il trouve des paroles de pitié pour Wilson :

FEUILLETON DE L' « JUSTICE »

DU 8 JUILLET 1889

COURRER DRAMATIQUE

OPÉRA COMIQUE. — Représentations historiques : *Raoul, Sire de Crécy* et la *Soirée orangeuse*, opéras comiques Dalayrac. — Les prix de Rome en musique. — L'enseignement de la composition au Conservatoire. — Mémoires urgentes.

Pour continuer la série de représentations historiques qu'il entreprend à l'occasion du Centenaire, l'Opéra-Comique, deux œuvres de Dalayrac : *Raoul, Sire de Crécy*, deux actes, et *Soirée orangeuse*, un acte.

Le premier de ces ouvrages, dont le poème est de Monvel, a été représenté pour la première fois, aux liens le 31 octobre 1789. Il fut très goûté l'exception d'une scène, dans laquelle on voit les fils d'un geôlier enlève leur père pour délivrer un prisonnier. Le public fut quelque peu scandalisé des mœurs s'élevèrent dans l'acte. On est moins pointilleux de nos jours.

On est moins renseigné l'époque de la première de la *Soirée orangeuse*. La pièce n'a qu'un acte plein bout à l'autre de la bonne vieillie de nos ancêtres.

On retrouve dans ces deux œuvres toutes les formules qui tant servi

aux fournisseurs de nos cafés concerts. Les amateurs qui aiment à retrouver la « cadence parfaite » à la fin d'un morceau étaient dans la jubilation. Il est juste d'ajouter que l'interprétation était excellente : le rôle de Raoul était bien tenu par M. Dupuy ; Mme Molé et M. Auguez se sont fait applaudir : la première dans le rôle de Bathilde, et le second dans celui d'Eloi.

Les rôles de la *Soirée orangeuse* n'étaient pas moins bien interprétés : MM. Taskin, Barnolt, Mmes Chevalier et Molé se sont fort distingués dans leurs personnages.

M. Danbé avait déployé son habileté ordinaire dans la conduite de son excellent orchestre.

Nous avons signalé, il y a quelques jours, les résultats négatifs du concours de Rome en musique. Nous ne déplorons pas autrement cette absence de lauréats ; toutefois, il est permis d'en être fâché qu'on néglige aujourd'hui la carrière musicale, ce qui ne laisse pas de causer de l'inquiétude à ceux qui ont souci de notre rang artistique.

Les causes de ce délaissement sont de deux sortes : l'absence de débouchés pour les œuvres musicales ; les difficultés et les imperfections de l'enseignement. Nous allons donner un aperçu rapide de ces causes.

On sait que le cahier des charges de l'Opéra ne permet pas à ce théâtre de jouer des œuvres d'auteurs inconnus. Même quand ces inconnus ont le talent des Benjamin Godard, des Marty ou des Pierné, on leur préfère des musiciens ayant une réputation comme Mermel, qui a donné *Roland à Roncevaux* et *Jeune d'Arc* ! Il n'y a pas à s'en prendre aux directeurs, pour qui le cahier des charges est une loi : ils se conforment à

la loi quelque mauvaise qu'elle soit : *Dura lex sed lex*. Le cahier des charges de l'Opéra-Comique est plus libéral, il permet au directeur de cet établissement, l'oblige même, de monter des ouvrages de jeunes compositeurs. C'est à cette clause que nous devons, pour ne citer que des faits récents, d'avoir vu le *Roi d'Ys* — auquel il serait peut-être cruel de joindre la *Cigale madrilène* qui est dans le même cas. Quant aux concerts symphoniques, le budget des beaux-arts leur accorde une subvention sans conditions ; c'est une prime allouée au succès que consacrent déjà suffisamment les belles recettes. Il ne serait cependant pas impossible de demander aux directeurs de ces concerts, en échange de la subvention, l'exécution de quelques courtes œuvres ou de fragments qui encourageraient les jeunes auteurs et les feraient attendre avec plus de patience leur admission sur les scènes lyriques.

Cette situation n'est pas, on le comprend, de nature à stimuler le zèle des jeunes gens qui se sentiraient une vocation pour l'art musical. Il faut dire aussi que les défauts de l'enseignement éloignent des cours un grand nombre d'élèves susceptibles de devenir des sujets distingués.

Tandis que dans toutes les branches de l'enseignement on s'est efforcé de simplifier celui-ci en rendant plus claires et plus concises les méthodes, au Conservatoire on tient encore en haute estime les traités caducs de Bazin, de A. Savard, etc., pour l'harmonie, et celui de Fetis pour le contrepoint et la fugue ! Ces ouvrages, qui ne sont que des compilations des traités des auteurs du commencement du siècle, ne peuvent donner le tort d'être beaucoup trop diffus.

On renferme une foule de règles et d'explications oiseuses, pouvant avoir une valeur dans la bouche d'un professeur, mais qui sont tout à fait déplacées dans un livre. Il serait indispensable de condenser en une centaine de pages ces incompréhensibles et surannés documents. M. Ambroise Thomas a bien essayé, au début de sa direction, d'apporter d'utiles réformes dans l'enseignement, mais que peut une seule volonté entre un siècle de routine !

Il faut bien aussi aborder ici la question des professeurs eux-mêmes et constater qu'il y a, dans le système de leur recrutement, un vice capital. Pourquoi obstine-t-on à choisir les professeurs parmi les compositeurs arrivés ? Ces derniers ont infiniment plus de souci de l'ouvrage auquel ils travaillent que des dilettantes hâtifs ou des « fausses relations » que leurs élèves ont pu connaître ! Il n'est pas utile pour être un professeur d'être un compositeur de talent : il suffit d'être uniquement un professeur ; on ne saurait être l'un et l'autre à la fois : Reber et Bazin en ont la preuve. Victor Hugo, Théophile Gautier, Alfred Musset et tant d'autres, qui furent de remarquables écrivains, eussent été, on le comprend, de piètres professeurs de littérature. De tels hommes peuvent avoir souci de leur réputation d'auteurs, mais l'opinion qui peut avoir d'eux comme professeurs doit leur être parfaitement indifférente.

Au moment où la mort est venue surprendre Castagnary, ce dernier préparait une réforme complète de l'enseignement au Conservatoire. Son plan comportait de profondes améliorations : il proposait de mettre au concours un point et de la Fugue, qui eussent été

employés, à l'exclusion de tous autres, dans les écoles et établissements où sont enseignés ces branches de l'art. Le rôle des professeurs, ainsi que leur mode de recrutement devaient être modifiés. On concevait aisément que tous les intéressés eussent gagé à ces réformes. Nous ignorons quelles sont à ce propos les intentions du successeur de Castagnary. Il n'est toutefois pas permis de suspecter ses intentions ; on peut croire au contraire que la bonne volonté de bien faire qu'il a montrée jusqu'ici, appellera promptement son attention sur une situation qu'il importe de modifier. Tandis que nos écoles primaires sont dotées de professeurs de musique d'une haute valeur, tels que L. Lévy, Sieg, Martini, Drouin, etc., qui enseignent le solfège à des bambins, le Conservatoire ne possède, à quelques exceptions près, que des hommes semblant avoir été placés là pour « conserver » les routinières traditions du commencement du siècle !

PIZZICATO.

P. S. — Il est un directeur de théâtre qui s'est donné le plaisir de jouer un mauvais tour aux représentants trop consciencieux de la presse parisienne, qui ont répondu à son élégante invitation.

Nous voulons parler du directeur du Théâtre international de l'Exposition ; il s'agissait d'une petite représentation d'inauguration, offerte à la presse. Ce mot *petite* aurait dû nous donner à réfléchir ; hélas ! il n'en fut rien. Nous sommes rendus au Théâtre international, où près de cinq cents personnes étaient réunies. Les critiques « influents » étaient même mobilisés pour assister à l'histoire de la soirée, représen-

« Wilson était un grand fou, un grand malade plutôt qu'un coupable. »

Montrant M. Robert Mitchell, l'opinion et Esquissaud qui l'approuvent, il appelle ces messieurs « des recrues nouvelles » qu'il se félicite d'avoir amenées au gouvernement de la République. « Après tout, dit-il, ce sont des braves, ils comme moi de la révolution, et dont les présents promettent comme les nôtres les couleurs de la révolution française à travers le monde. » Cela dure ainsi pendant une heure et demie. Une grande partie de l'assistance accompagne le discours sur des airs de Paulus.

C'est le tour de M. Déroulède. Il expose le programme du boulangisme, mais paraît satisfait surtout d'injurier le président de la République, et à bout de gros mots, finit en s'écriant : « C'est un féroce ! »

C'est ensuite M. Davenne, ancien président d'un comité radical indépendant, qui essaya de placer, lui aussi, un discours. Mais on cria de toutes parts : « Assez ! A bas Davenne ! » Et M. Davenne se rassied sans pouvoir donner sa mesure.

M. Robert Mitchell se lève. Il célèbre la réconciliation des partis. A ce moment, dans un coin de la salle, se lève une bataille furieuse. C'est sans doute la réconciliation dont parle M. Mitchell. Les bouillottes et les assiettes volent en éclats. Soudainement, M. Robert Mitchell déclare reconnaître le général Boulanger pour son chef, le chef des plébiscitaires, des impérialistes, des vieux bonapartistes. Entre temps, il regrette que le général n'ait pas fait un coup d'Etat quand il était au pouvoir.

Puis on entend M. Jondré, le socialiste, déclarer qu'il n'y a plus de royalistes, plus de bonapartistes, plus de socialistes, rien que des patriotes, et M. Aimé, le radical, lit un petit papier ; mais le vacarme empêche d'en saisir un trait mot.

Finalement, M. Déroulède propose l'ordre du jour suivant :

« Les citoyens républicains de Bordeaux et des environs, réunis à la salle des Lilas au nombre de 4.500... »

Cris : « Dites 3.000 ! »

« ...Au nombre de 2.500. »

Nouveaux cris : « Dites 3.000 ! »

« Au nombre de 3.000, accorde l'orateur, les uns toujours fidèles, les autres sincèrement ralliés à la République nationale, approuvent et accueillent les actes, la politique et le programme du général Boulanger. »

Cette lecture est accueillie par des applaudissements et des cris divers. Puis aussitôt M. Déroulède déclare le vote acquis à l'unanimité et la fête est terminée. Il est minuit et demi.

Bordeaux, 7 juillet.

MM. Laguerre et Déroulède sont partis ce matin pour Périgueux par le train de sept heures vingt-cinq. Par un curieux hasard leur hôtel, pas un ami à la gare. Un journal boulangiste du Sud-Ouest essaya de faire accorder ce matin qu'on a crié : « Vive Boulanger ! » hier sur le passage de M. Laguerre. J'ai suivi en voiture le landau dans lequel avaient pris place MM. Laguerre, Déroulède, Aimé, et j'ai vu que je suis bien sûr que pas une seule fois on n'a crié : « Vive Boulanger ! »

UNE LETTRE DE M. SONZOGNO

Le *Secolo* d'hier a publié une lettre très importante que M. Edouard Sonzogno a adressée à M. Cavallotti.

Dans cette lettre, M. Sonzogno rappelle ce qui a été fait pour l'Exposition de Paris. Le gouvernement italien refusa d'y prendre part, se montrant même hostile à une participation de l'initiative privée.

Malgré cela, le drapeau italien flotte auprès des drapeaux des nations civilisées, dans la libre fête universelle de la paix et du travail. Sans l'abandonner, le gouvernement italien se serait révélé dans tout son développement artistique et industriel.

L'Italie devait concourir à l'Exposition de Paris, non seulement par devoir de gratitude, mais aussi par intérêt politique, car le pays désire la paix, et tous ceux qui se rendent à Paris restent convaincus que ce n'est pas la France qui prépare la guerre. Les gens sensés déclarent profondément l'hostilité latente entretenue par les intempérances de langage, dans les deux pays, d'une certaine presse qui fausse les intentions et crée des malentendus au seul profit des ennemis communs.

La lettre de M. Sonzogno conclut en disant que les vrais patriotes de tous les pays s'accordent à dire que l'Italie n'a qu'à rester chez elle pour vivre en paix avec tout le monde ; ils condamnent la politique coloniale qui est la négation de tous les principes par lesquels l'Italie a assuré son indépendance ; ils condamnent surtout cette politique d'alliances qui est un outrage au sentiment patriotique et une menace continuelle à venir pour la paix que le pays désire ardemment et que la politique de M. Crispien compromet tous les jours davantage, tandis que, seule, une politique de neutralité peut soustraire l'Italie aux horreurs d'une guerre injuste.

Cette lettre, qui commente aussi les persécution de l'Autriche à Trieste et à Trente, a causé une grande impression.

Ajoutons que M. Cavallotti, député, interpellera aujourd'hui M. Crispien sur la politique étrangère du gouvernement.

L'INAUGURATION

DE

LA STATUE DE F.-V. RASPAIL

Une foule considérable se pressait hier, à deux heures, sur les boulevards Raspail et Edgar Quinet pour assister à l'inauguration de la statue élevée à la mémoire de François-Vincent Raspail. Nous avons déjà fait la description de cette remarquable statue et nous avons donné le texte des inscriptions qui ornent son piédestal. Nous nous bornons donc à relater la brillante cérémonie d'hier.

A deux heures, arrivaient et prenaient place dans la tribune d'honneur, dressée en face du monument, MM. Poubelle, préfet de la Seine, Achard, Anatole de la Forge, députés de la Seine, Jacquemard député des Ardennes, Jacques, président du conseil général, Martin Nadaud, président du comité de la statue, le député poète Clovis Hugues, et un grand nombre de députés, sénateurs, conseillers municipaux, fonctionnaires et invités.

Au tour de la tribune avaient été placés une musique de ligne et le Choral de Plaisance.

La cérémonie

A deux heures et demie, la musique joue la *Marseillaise*, aux applaudissements de tous et aux cris de : Vive la République ! M. Achard se lève alors et prononce le discours suivant :

Discours de M. Achard, député de la Seine.

Mesdames, Messieurs,

Il est vrai que les démocrates doivent se garder soigneusement du culte et de l'adoration des hommes, il faut reconnaître qu'ils s'honorent en rendant à la mémoire de ceux qui ont servi et qui sont morts sans défaillance, sans avoir laissé s'altérer l'ardeur de leurs convictions généreuses, l'hommage de leur souvenir et de leurs regrets.

C'est par une souscription nationale que la statue que nous inaugurons aujourd'hui a été élevée à François-Vincent Raspail ; lui parmi les hommes qui ont illustré leur époque n'aurait plus de droits que lui à cet honneur suprême.

Chimiste hors pair, chercheur infatigable, il a ouvert à la science des horizons nouveaux. Penseur profond, républicain ardent, il a consacré la meilleure partie de sa longue carrière à la solution des problèmes les plus ardues de la destinée de l'homme, à rechercher la voie dans laquelle doit entrer l'humanité pour éviter le retour incessant des commotions qui assombrissent son histoire.

Et telle était la force, la tension de cet esprit généreux que la prison, l'exil étaient pour lui comme des temps de repos, qui lui donnaient une trempe nouvelle et le préparaient à de nouveaux travaux scientifiques et à de nouvelles luites pour l'avènement de la justice sociale.

Les orateurs que vous allez entendre vous diront, les uns ce qu'a été Raspail dans le domaine de la science, les découvreurs qui lui ont valu d'être considéré comme le créateur de la chimie organique et comment, par la découverte de la cellule, il avait audacieusement soulevé le voile mystérieux qui jusqu'alors avait caché à tous les regards l'élément primordial de la vie !

Les autres vous diront les incidents de sa vie politique.

Je ne veux empiéter sur le rôle d'autrui d'aujourd'hui, mais pour faire ressortir l'unité sans tache de la vie de Raspail, son caractère tout d'une pièce, sa tenue d'opinion, son tempérament plus ferme, plus résistante que le bronze qui nous rend aujourd'hui son image, laissez-moi vous donner quelques dates qui sont comme les jalons de cette vie si bien remplie :

En 1812, Raspail était professeur suppléant de Théologie, et c'est en étudiant cette doctrine où la légende et la révélation tiennent tant de place, que par une contraction de son esprit si lucide il devient un fervent adepte de la libre-pensée !

En 1830, Raspail est blessé à l'attaque de la caserne de Babylone. Le pouvoir nouveau tente de gagner à sa cause ce jeune savant déjà illustre : il le nomme chevalier de la Légion d'honneur. Raspail refuse avec éclat, déclarant qu'il n'accepterait de la royauté ni titres ni places.

En 1834, il fonde le *Réformateur*, dans lequel il réclame le suffrage universel, et expie en prison l'audace de ses revendications.

Le 24 février 1848, il est à la tête du peuple à l'Hôtel de Ville et arrache la proclamation de la République aux hésitations du gouvernement provisoire.

La manifestation pour la Pologne, à laquelle il prit part, et qui, malgré ses efforts, dévota du but que ses organisateurs s'étaient proposé, lui valut six années de prison.

Enfin, au retour de l'exil, Raspail fut condamné, le 12 février 1874, à deux années de prison pour avoir glorifié dans les éphémérides de son Almanach et Calendrier météorologique la mort héroïque de Delescluze, qui n'aurait pas voulu survivre à la cause qu'il avait embrassée. Raspail avait alors quatre-vingt-un ans !

Des esprits chagrins pris de septentrisme des palinodies des grands acteurs humains, se sont écriés : Heureux ceux qui meurent jeunes, car ils meurent entiers !

Mais nous, n'aurons nous pas le droit de proclamer hautement que sous le drapeau de la République, à l'ombre de ce drapeau sous lequel une joie égale nous réunit aujourd'hui, germent, se développent, s'enracinent des convictions inébranlables, des dévouements qui ne faiblissent jamais ; n'aurons-nous pas le droit de rappeler que dans l'histoire de la démocratie il est des vies, reynes sans faiblesse, avec une logique inflexible, des vies qui rappellent ces médailles antiques, qu'on retrouve sous des ruines, après de longs siècles écoulés, sans que rien ait pu entamer leur inaltérable métal.

Telle fut la vie de François-Vincent Raspail et vous remerciez avec nous le Comité à l'action duquel nous devons ce monument de la tardive justice qu'il nous a permis de rendre à ce savant illustre, à ce grand citoyen.

Ce discours est fortement applaudi. A ce moment, le voile qui couvre la statue, l'ombre et les applaudissements, mêlés d'acclamations républicaines redoublent.

Le Choral de Plaisance entonne un hymne à Raspail, qui obtient un grand succès. M. Anatole de la Forge prononce, à son tour, le discours suivant :

Discours de M. Anatole de la Forge, député de la Seine.

Chers concitoyens,

Au nom de l'extrême-gauche de la Chambre des députés, je viens rendre un respectueux hommage à la mémoire de François-Vincent Raspail.

Une souscription nationale a permis d'élever ce beau monument, afin que la jeune génération parisienne puisse avoir sous les yeux l'image ressemblante d'un des plus vaillants apôtres de la démocratie française. Il a été toute sa vie à la peine, il est juste qu'il soit aujourd'hui à l'honneur.

François-Vincent Raspail est une des gloires de la République. Il appartenait à l'extrême gauche, dont il fut un des membres les plus illustres, de le revendiquer avec orgueil comme un des siens.

C'est dans cette pensée, mes chers concitoyens, que nous nous sommes associés de tout cœur à la manifestation populaire de la reconnaissance publique qui ne fait jamais défaut à ceux que l'amour de la patrie inspire.

Un jour, devant un tribunal de la police correctionnelle comparait un homme accusé de délit politique.

« Avez-vous déjà été condamné, lui demanda le président ? »

« Oui, monsieur le président, à cent cinq ans de prison. Voulez-vous que j'y ajoute aussi exactement le chiffre des amendes ? »

« C'est inutile, répliqua le président, homme d'esprit, je suis suffisamment édifié. »

Cet accusé était François-Vincent Raspail. Personne n'a été plus souvent traîné devant les tribunaux et livré aux condamnations politiques que le savant patriote dont nous glorifions ici le souvenir. Il fut condamné sous tous les régimes ; sous la royauté, sous l'empire, et, j'ai le regret de le dire, sous la République.

Savez-vous, chers concitoyens, quelle leçon suprême Raspail tirait de toutes ces condamnations ?

Appelé par le bénéfice de l'âge à présider en février 1876 l'Assemblée des élus du suffrage universel, il s'exprimait en ces termes :

« Une ère nouvelle commence en ce jour pour la France, saluée qu'elle est par l'immense majorité du suffrage universel. Oubliez le souvenir de nos calamités intestines, oubliez toutes nos discordes, effaçons-en les dernières traces ; c'est notre devoir à tous ; ce sont nos espérances : la Patrie nous l'ordonne. Rapprochons-nous, au lieu de nous diviser de nouveau. Réparons nos fautes au lieu d'en grossir le nombre. »

N'est-il pas profondément touchant, mes chers concitoyens, d'entendre prononcer de telles paroles par un homme qui avait subi toutes les persécution.

Lamarine disait en poète : « Mon âme est « un autel qui brûle et qui parfume tout ce « qu'on jette pour la terre. »

Véritable fils de la Révolution, François-Vincent Raspail a fait mieux encore, il a transformé en patriotisme républicain toutes les haines et toutes les injustices dont on avait essayé de l'accabler.

Ce qu'il fut devant la science, je n'ai pas à vous le dire. Il me suffit de répéter avec nous tous, ce qui est actuellement l'opinion universelle : Raspail fut un glorieux novateur. Par

tout où il a passé, il a laissé la trace d'un progrès lumineux et fécond.

Ce qu'il fut au point de vue politique, Armand Barbès l'a proclamé avant moi quand il disait : « Ce savant a été un des plus intrépides défenseurs de la République. »

Le prisonnier du Mont Saint-Michel avait raison de rendre ainsi justice à Raspail, qui s'était fait soldat pour soutenir la cause du peuple jusque sur les barricades. On le releva blessé lors de l'attaque de la caserne de la rue de Babylone en 1830.

Combien méritent d'être honorés ceux qui ont eu la foi véritable : la foi qui met au service du droit, de la justice et de la liberté toutes les énergies physiques et morales, ne reculant pas même devant le sacrifice de la vie.

François-Vincent Raspail resta un isolé politique et ne cessa d'être un persécuté.

Ne le plaignons pas, mes chers concitoyens, il eut pour consolations, l'approbation de sa conscience, la poésie austère de l'étude, le culte de la science — « cette religion de l'avenir » — comme il le disait. — Religion définitive en effet, éternelle même, parce qu'elle est fondée sur la recherche de la vérité.

Ce vaillant connu heureusement tous ses respects, toutes les tendresses de la famille. Celle-ci, digne d'un tel homme, l'aima surtout davantage quand il fut malheureux. Sa femme — une sainte laïque — s'était volontairement enfermée avec lui afin d'adoucir les amertumes de sa prison. Héroïque nature associée corps et âme à l'œuvre politique, scientifique et humanitaire de son mari. Elle mourut d'épuisement le 8 octobre 1833.

Au lendemain de ce deuil de cœur, il resta encore à Raspail deux ans de détention à faire. Sa peine fut commuée en bannissement, il reprit alors le chemin de l'exil et se réfugia en Belgique.

Si Goethe mourant pouvait s'écrier : « De la « lumière ! encore de la lumière ! » François-Vincent Raspail retrouvait dans ses deux îles de pieux disciples, doit croire qu'il laissait après lui des traces de ses clartés. Ce n'était point une illusion.

J'ai le droit et le devoir de dire, comme représentant ici de l'extrême-gauche, dont ses deux fils font partie : L'œuvre du grand apôtre républicain est dignement continuée par ceux qui ont l'honneur de porter son nom.

Je voudrais, en terminant ce discours déjà trop long, qu'il me fût permis à cette heure et en cette circonstance, devant le peuple de Paris, d'affirmer que la concorde républicaine existe aujourd'hui et se maintiendra demain.

Ne vous semble-t-il pas à tous, mes chers concitoyens, que le Raspail qui est là, resuscité par le talent d'un puissant artiste, vous épaterait encore, s'il pouvait prendre la parole, les nobles exhortations de 1876 ?

L'oubli des discordes, la confiance dans les principes républicains et dans ces principes seuls ! Telle est, selon moi, la condition d'un tel de la démocratie française.

Un peuple qui méconnaîtrait les enseignements et les exemples donnés par ses grands morts, serait un peuple perdu.

Courage donc, mes chers concitoyens fluez les discours et en avant !

Un dernier mot résumera toutes mes convictions, ce mot qui prend à toute place la fleur d'un panegyrique et le caractère d'un suprême appel, le voici :

« Souvenons-nous de François-Vincent Raspail. »

Ce discours a été fréquemment interrompu par les bravos. On a fait au vaillant député une véritable ovation.

M. Jacques lui succède à la tribune :

Discours de M. Jacques, président du Conseil général.

Messieurs,

Invité, au mois de janvier 1888, comme à l'honneur de l'être encore aujourd'hui, à présenter l'hommage du Conseil général de la Seine, à la mémoire du grand et populaire Vincent Raspail, je disais alors :

« Espérons que bientôt nous pourrions saluer « sa statue vénérée sur l'une de nos places publiques et lire son nom glorieux sur une de « nos voies parisiennes. »

Cet appel, Messieurs, ne pouvait manquer d'être entendu surtout par des élus de Paris et du département qui, en grande majorité, ont le même idéal politique que le Maître que nous glorifions, de constituer la République avec toutes ses conséquences sociales.

Nous devons en ce jour, messieurs, nous réjouir, nous féliciter ! Le double vœu formé il y a moins de deux ans se trouve complètement réalisé.

Le quatorzième arrondissement, j'en éprouve quelque mouvement d'orgueil local que vous excusez, possédé, vous voyez, une œuvre magistrale où revit le grand citoyen ; le quatorzième arrondissement aussi a l'un de ses boulevards décoré du nom bien-aimé de Raspail !... Je me complaisais volontiers, Messieurs, à rappeler ici tous les titres à l'admiration et à la gratitude qu'avait le savant philanthrope et le vaillant républicain dont nous inaugurons la statue ; mais je crains de vous faire entendre de vaines redites !...

Et ne sait-on pas que Raspail, pendant plus de soixante années, a poursuivi le progrès dans la science ou dans la politique avec une âme ardente au travail, avide de justice et épris de liberté ?

Doute-t-on encore, après que Broca et Rolin l'ont établi, que c'est à Raspail seul qu'est due la découverte de la cellule, que c'est à lui aussi que revient l'honneur des théories microbiennes ?

Qui donc ignore que, pour s'adonner à l'étude, Raspail a renoncé à tous les plaisirs de la jeunesse, que, pour continuer ses découvertes scientifiques, il a refusé les situations les plus brillantes ?

Et en dehors des conquêtes scientifiques si suffisantes à l'immortaliser, est-il un démocrate digne de ce nom qui ne connaisse tout ce que la Patrie doit à ce grand citoyen ! son influence considérable dans la presse politique, au *Réformateur*, à l'*Ami du Peuple*, à la *Marseillaise* ; sa conduite héroïque aux révolutions de 1830 et 1848 ; son entrée hardie à l'Hôtel-de-Ville, où proclame le premier la République !

Oui, Messieurs ! Raspail est un de ces hommes rares, dont on peut sans crainte interroger, fouiller toute la vie.

Partout et toujours on constate que pour lui comme pour nous, la République est le seul moyen d'arriver aux réformes démocratiques ; partout et toujours on constate qu'il est l'incalculable ennemi du pouvoir personnel. En politique, comme en philosophie, il rompt définitivement avec le passé, et s'il était encore au lieu de nous, il eût certainement approuvé de ses dignes fils, demandant d'affecter le fond de la vente des joyaux de la couronne la création d'une caisse de retraite des invalides du travail !

Il me faudrait, pour compléter cette esquisse biographique, messieurs, faire resplendir l'œuvre immense et bienfaisante qu'a exercée la nature d'élite sur tous ses contemporains.

Un mot vous la fera apprécier : Plus de cent mille personnes ont tenu à assister à ses conférences, et son nom est encore, au moment où je parle, vénéré jusque dans les plus petites communes de France !...

Je m'arrête, messieurs, et, au nom du Comité général d'inauguration, je vous prie de vouloir bien à l'issue de ce monument, et je le

par avance tous ceux qui viendront y chercher de patriotiques inspirations !...

Les solennités comme celles-ci, Messieurs, portent en elles-mêmes, dit-on, un puissant et civique enseignement ; cependant, si quelques esprits troublés ou prévenus n'en saisissent pas toute la portée, qu'ils permettent à mon amour fraternel de leur tenir le langage que le grand Raspail tenait lui-même en 1876. Oubliez nos discordes, effaçons-en les dernières traces, disaient-il alors, c'est notre devoir à tous, la Patrie nous l'ordonne ! Rapprochons-nous au lieu de nous diviser, c'est à ce prix que la concorde renaitra pour féconder la science, les arts, l'industrie et la liberté !

Après de telles paroles, messieurs, il n'y a qu'à se recueillir et à espérer.

Vive la République !

Ce discours, comme les précédents, a été longuement applaudi.

D'autres discours, que nous regrettons vivement de ne pouvoir reproduire, ont été prononcés par MM. Martin Nadaud, président du comité de la statue, Jacquemard député des Ardennes, et Bréhé, préfet de la Seine, qui ont obtenu un vif succès.

Citons encore les discours de MM. Michel, maire de Carpentras, pays natal de F.-V. Raspail ; Lagrange, député du Rhône, qui a parlé au nom de la ville de Lyon, et enfin M. Albert Lambert fils, de la Comédie-Française, qui a lu la pièce de vers de Poujel.

Le poète Clovis Hugues, a ensuite lu de sa voix chaude et vibrante, cette remarquable poésie, composée en l'honneur de Vincent Raspail.

Puisque la Science et l'Histoire l'ont fait une immortalité ; Puisque le voilà dans la gloire, Sur le piédestal mérité, Je n'irai point fleurir d'acanthé, Le front d'une jeune bacchante, J'accours dénouer devant toi La strophe, ma gerbe stérile, Moi qui aurais dans la vallée, Préfet de la Seine, comme j'ai vécu dans la loi !

Je l'apporte, ô Raspail, ô père ! Vieillard sur l'énigme accoudé ! L'idéal qui veut qu'on espère, Même quand la haine a grondé ! Je te raporte la pensée, Le tremblement, l'ombre effacée De ton berceau sur le vieux mur, Tout ce qu'aux pieds nus de la Muse Le flot illustre de Vaucluse Roule de soleil et d'azur !

Et quand une voix se lève Pour l'achever d'un affront, Nous avons, en sondant ton rêve, Mesuré l'ampleur de ton front ! Et nous penchons l'un après l'autre Sur ton vaste cerveau d'apôtre, Qui renfermait l'âme de tout, Nous avons distingué dans l'ombre, Au-delà des erreurs sans nombre, Toutes les vérités debout !

Nous l'avons vu, la face blême, Les lèvres livides de faim, Déchiffrer l'auguste problème Du germe épanoui sans fin, Autopsier la graine obscure, Fouiller les flancs de la nature, Guetter l'inconnu pas à pas, Et jeter, au nom des brins d'herbe, Le désaveu calme et superbe A Buffon qui ne savait pas !

La plante qui boit la lumière Sous les rameaux, dans la forêt, Treillisée encore, toute fière De l'avoir livré son secret. Quand le vent la soulève, Ce n'est plus seulement la sève Qui fait sa gloire et son réveil ; Dans les haies du crépuscule La moue vive, et la cellule Affirme son droit au soleil.

Ombre vaine, cendre qui souffre, L'Etre, injustement châté, Traîné sur son mal de souffrir en souffrir Sans que la nature ait pitié, Sans qu'elle offre au pauvre hère, Au forçat du bagne Misère, Vite brisé, prompt à vieillir, La fleur de santé qui ne coûte Qu'une halte au long de la route, Que la peine de la cueillir.

Tu t'écrias : « Mère, ô Nature ! » Pourquoi l'homme est-il damné ? Pourquoi vendra-t-il la créature ? Ce que l'inné lui a donné ? Et la racine méprisée, La feuille où tremble la rosée, Le laurier ne s'offre d'autres fleurs, Tu t'es effrit par ta main ravée, A ceux qui marchaient dans la vie, Avec leur fosse dans les yeux !

L'âme fiévreusement obsédée, Tu vouas au pâle remords Les savants qui trompent l'idée, Les marchands qui vendent la mort ; Et pour servir à tes caprices L'enfance, blanche tourterelle, Dont la misère est l'oiseleur, Pour enseigner ce qui fait vivre Tu donnas au peuple ton livre, Saint alphabet de la douleur !

Tu pouvais à ton tour, sévère Au vaillant qui font le noir, Tu verser l'ivresse à plein verre Au banquet doré du pouvoir, La fortune te dit : « J'arrive ! » Sois mon audacieux convive ! Les principes sont vite usés. A toi tout ce qui chante et brille ! Tu réponds à cette fille : « Je ne vous connais point, passez ! »

Pendant qu'au bruit lointain des piques La République s'éveillait, Tu plantas les faisceaux épiques Entre les pavés de juillet. Quand on la crut à jamais morte, Tu t'écrias : Lutons, qu'importe ? Et les martyrs sont les vrais élus ! Et le peuple écoutait, l'oreille Collée au pavé de la veille, Si rien d'elle ne vivait plus.

Partout, chaque fois que l'épée, Faucha l'homme comme un blé mûr, Tu baissas la terre trempée De son sang glorieux et pur. Tu donnas le tien, la pensée Rude la haine et le remords, Des fers lugubres et pesants ; Et dans l'histoire qui honore, L'ombre des barreaux est encore Sur ton front de quatre-vingts ans.

Ne crains point qu'un orage empote Le bronze où nous l'avons dressé : L'admiration est plus forte Que le dédain n'est insensé. Qui t'aurait tremblé sous ses voiles Tu l'en feras jusqu'aux étoiles Si les savants, blêmes d'effroi, Te rendaient en morceaux de gloire, Après l'insulte décevant, Tout ce qu'ils ont volé chez toi !

Vincent de Paul de la science, Médecin du mal social, Dresse-toi bien devant la France Dans la blancheur du piédestal ! Père, la République est faite ! Nul ne viendra troubler la fête Que nous offrons à nos grands morts ! En t'atteste, au nom des génies, Des deux loyales mains unies, La base, sur la tombe où tu dors !

CLOVIS HUGUES.

La cérémonie s'est terminée vers quatre heures et demie. Les cris mille fois répétés de Vive la République ! Vive la France !...

LES HONGROIS A PARIS

A la gare

Hier après midi, la gare de Lyon était envahie par une foule nombreuse qui venait attendre les 850 Hongrois dont l'arrivée était annoncée pour 3 heures et demie.

Nous pénétrons sur le quai, où se trouvent les membres du comité qui s'est formé en vue de recevoir cette caravane. Plusieurs sociétés y sont représentées : la Société de secours mutuels hongroise de Paris, la Société française de Secours, etc.

Chaque membre porte, outre la médaille distinctive de sa société, les trois couleurs hongroises : rouge, blanc, vert.

Nous reconnaissons de nombreux représentants de la presse parisienne et étrangère. Voici la délégation du Conseil municipal, composée de MM. Boll et Stuppy. Nous apercevons M. Ferdinand de Lesseps, qui porte son âge avec une aisance étonnante.

Dans un groupe, M. Armand Gouzien, qui discute avec les commissaires l'organisation des fêtes : jeudi, à 4 heures, réception officielle à l'Hôtel-de-Ville, où un vin d'honneur sera offert ; le soir, représentation à l'Opéra-Comique ; le lendemain, fête champêtre à Saint-Cloud. M. Gouzien annonce qu'il a 150 places pour *Excelsior* à la disposition des visiteurs hongrois.

L'arrivée. — Les discours

A 3 h. 50, le train entre en gare. Les voyageurs se pressent aux fenêtres. Les cris *Eljen* ! Vive la France ! s'échappent de toutes les voitures. Les dames jettent des fleurs.

On répond par les cris répétés de : Vive la Hongrie !

M. Boll s'avance et prononce le discours suivant :

Mesdames et Messieurs, Au nom du Conseil municipal de la Ville de Paris, je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux membres de la délégation hongroise, venue pour visiter notre Exposition et pour prendre part aux fêtes organisées en l'honneur du Centenaire de la Révolution française.

La profonde sympathie qui existe depuis si longtemps entre le peuple hongrois et le peuple français, déjà cimentée par de nombreux faits historiques, ne peut que s'accroître par les manifestations en l'honneur de la Liberté que nous célébrons ensemble.

Les représentants de la Ville de Paris seront

Joindre leurs enrégimentements à ceux des élus de Paris, en ne s'occupant que de notre concours de l'annéeprochaine, non seulement le jardin des Tuileries, mais encore une part plus large dans les fêtes qu'ils présenteront pour les sociétés patriciennes.

Souvent, on a dit des bataillons d'adultes. Vous venez de leur, monsieur le Président, et je suis certain que vous partagez le sentiment qui les a fait poursuivre notre œuvre, sans hésiter, sans défaillance.

Ce sentiment, c'est de préparer pour la France les jeunes gens de 20 ans, instruits, exercés aux manœuvres militaires, afin que l'armée les trouve prêts le jour où ils entreront dans nos rangs. Le gouvernement de la République y trouvera aussi un phalanx de volontaires qui, dignes petits-fils de leurs ancêtres de 92, se lèveront tous pour défendre la Patrie envahie ou la Liberté menacée.

Le président répond par quelques paroles qui ont ébranlé par les oris de : Vive Carnot ! vive la République ! Vive l'Union !

Ce n'est qu'à cinq heures que la fête a pris fin, au lieu d'un enthousiasme général.

De chaleureuses félicitations ont été adressées par Carnot et par tous les invités, en genre aux dévoués et aimables organisateurs concours.

Le Concours international de musique

Le soir, à 8 heures et demie, avait également lieu l'ouverture de l'annéeprochaine, au théâtre de la République. Le festival annuel prenait plus de 20,000 instrumentistes amateurs et un grand orchestre. Il a été organisé par la Société de musique. Les exécutants, joués avec un ensemble satisfaisant ont été vivement applaudis.

Puis, le festi a continué par l'audition des morceaux exécutés par les principales musiques. Tout est obtenu un véritable succès.

A la fin une bre confusion — bien excusable, élanée le chœur des musiciens présents, et de la République.

Néanmoins, concours s'est très bien terminé par la République jouée par toutes les musiques.

Ce matin, à 9 heures, place de l'Hôtel de Ville, les sociétés qui se sont réunies par le Conseil municipal de Paris.

A une heure, concours international d'honneur entre les sociétés ayant obtenu la veille un prix.

M. Fallières, ministre de l'instruction publique et des arts, présida la distribution solennelle des récompenses à trois heures d'après-midi au jardin des Tuileries.

LA STATUE DE PAUL BERT

AUXERRE

Hier a été inaugurée à Auxerre la statue de Paul Bert.

L'arrivée train ministériel

Un hurleur arrivé le train ministériel, qui établissant sur le quai de la gare par le p't, le maire, le conseil municipal, le gendarme et son état-major, plusieurs conseillers généraux du département et de nombreux fonctionnaires.

Le maire et préfet ont souhaité la bienvenue à M. Spuller, Elie, et aux députés des districts de la guerre et de la marine.

Le préfet a offert des bouquets à M. Spuller.

Le cortège a été dirigé en voiture vers la préfecture palatuelle de la Gare, l'avenue Gambetta, où se dresse la statue et qui la République. Sur toutes ces voies se trouvaient des drapeaux guidés et plusieurs arcs de triomphe.

Les épreuves autorisées à eu lieu à l'Hôtel de Ville.

Préfecture.

A l'arrivée de la préfecture, M. Spuller a remercié les légionnaires et les autorités du département de leur présence.

Il a accueilli les maires, en se rendant en grand train à la préfecture, ont voulu donner témoignage de leur attachement à la République. Il les a invités à l'union qui ferait passer les républicains à des élections prochaines.

Les maires ont écouté ces paroles par les cris de : Vive la République !

L'émotion

Le cortège s'est ensuite au monument élevé à Paul Bert.

Une foule nombre se pressait dans les rues et aux abords du pont.

Une enceinte a été réservée aux autorités.

Un moment où Guichard, président du comité, a pris parole, le vote qui courrait la statue sous les applaudissements de la foule.

Discours

M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat, a prononcé un discours très élogieux de M. Guichard.

C'est pour lui, dit-il, un grand honneur de représenter cette solennité le gouvernement républicain, pour affirmer son admiration et reconnaissance.

Paul Bert savait patriote, dit la France des grandes écoles (qui sont l'honneur de la République).

La fête a été célébrée par la présence de nombreux députés et sénateurs de la République, par la présence de la France d'aujourd'hui, et il se fait l'apôtre de l'école ; il accepte la mission d'organiser l'enseignement de l'Année et du Travail.

Il a dit que l'école, au profit de ces riches citadins, est installée par son autorité et l'usage de la métropole.

La mort d'un homme, il est la manifestation de la naissance de ses concitoyens.

Le premier d'Année prononcé ensuite un allocution ; puis maître, professeur, a parlé au nom de la République.

M. Dumoulin, au nom de la Société de biologie, M. Viennet, au nom des instituteurs.

Le main d'Auxerre les a sérieusement écoutés.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

LES COURSES DE TAUREAU A MARSEILLE

Des défordres se sont produits hier après-midi, aux arènes de la République, lors des courses de taureau. Le taureau, après avoir été tué, a été défilé devant le monument.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

Après l'allocution, troupes ont défilé devant le monument.

L'animation qui régnait en ville est très grande.

LA CATASTROPHE DE SAINT-ETIENNE

Le retour de MM. Cordier et Constans

Le commandant Cordier est rentré hier matin à Paris, revenant de Saint-Etienne. En présence du nombre des blessés et des morts, le président de la République lui avait envoyé l'instruction télégraphique de passer, dans la mesure du nécessaire, les sommes qu'il avait d'abord emportées.

Le commandant Cordier a pu arriver ainsi à distribuer des secours provisoires à près de 120 familles, c'est-à-dire à presque toutes celles que la terrible catastrophe a privées de leur chef et de leur soutien.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

M. Constans rentrera aujourd'hui à Paris.

C'est pourquoi mes collègues du département des Basses-Alpes et moi avions déposé un amendement afin que la laque Saint-André et Puget-Théniers fût comblée.

M. Fapon. — Voulez-vous me permettre de dire un mot au nom de la commission ?

La commission n'avait pas attendu votre amendement ; huit ou quinze jours auparavant, par la demande de M. le ministre de la guerre, la commission avait comblé cette lacune. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. Eugène Delattre. — Et elle a ajouté que les délais d'exécution seraient déterminés lors de la présentation d'un autre projet de loi.

M. Andrieux. — Je pense que la déclaration de M. le président de la commission n'a pas pour objet de nous enlever le mérite d'avoir défendu les intérêts qui nous sont confiés. (Sourires.)

M. Fapon. — J'ai voulu établir la vérité des faits au point de vue de la commission.

M. Andrieux. — J'aime à croire au contraire que la commission et le président avaient prévu notre désir et qu'ils nous ont donné satisfaction par avance ; je les en remercie bien sincèrement. (On rit.)

Quoi qu'il en soit — et c'est là le principal — j'ai satisfaction. Je retire mon amendement.

M. le baron Reille dépose et lit le rapport sur le projet de loi modifié par le Sénat relatif au transfert au Panthéon des cendres de Lazare Carnot, Marceau et Baudin, et à l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur de Hoche.

Le projet de loi est mis aux voix et adopté à l'unanimité de 378 votants.

M. le baron Reille dépose et lit le rapport sur le projet de loi voté par le Sénat relatif à l'augmentation de l'artillerie de campagne.

Le projet de loi est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi modifié par le Sénat relatif aux dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et aux traitements du personnel de ce service.

M. Millard présente quelques observations au sujet du deuxième alinéa de l'article 48 portant qu'un règlement d'administration publique statuera sur les conditions dans lesquelles les conseils municipaux pourront procurer aux élèves indigents la fourniture des livres de classe.

Pourquoi cette disposition ? Aucun conseil municipal ne peut imposer un livre aux instituteurs sans certaines garanties ; il est inutile d'aller plus loin et d'enlever aux conseils municipaux le droit de fournir des livres aux élèves et d'indiquer leurs préférences.

L'orateur demande qu'on ne déroge pas à l'état de choses actuel.

M. le ministre de l'instruction publique répond que tous les livres inscrits sur la liste conformément aux règlements pourront être fournis gratuitement aux élèves par le conseil municipal.

M. de Kergariou dit que ses amis et lui voteront contre l'ensemble, parce que cette loi ruine nos finances et porte atteinte aux droits des pères de famille.

A la majorité de 392 voix contre 49 l'ensemble du projet de loi est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif à la concession de divers chemins de fer à la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France.

M. Montaut présente un contre-projet tendant à ce que les lignes de Grasse à Nice, de Nice à Saint-André, et de Digne à Saint-André soient traitées par l'Etat. Il y a toute une région dépourvue de voies ferrées ; l'intérêt de la défense nationale exige absolument la création de ces lignes.

On a parlé d'envelopper la voie étroite dans la voie large pour permettre au matériel des petites lignes de circuler sur les grandes ; mais les petites locomotives ne sont pas assez puissantes pour traîner le gros matériel, qui dégraderait la voie si elle n'était faite pour un petit matériel ; dans ces conditions, les trains militaires ne pourraient circuler. D'ailleurs, pour charger une compagnie de construire et d'exploiter quand l'Etat dispose d'un personnel excellent il faut utiliser les ingénieurs de l'Etat et ceux de l'industrie privée. Sur tout dans le cas actuel où la rapidité d'exécution est indispensable, il convient d'employer les ingénieurs de l'Etat, et rien n'empêche l'Etat d'emprunter lui-même les sommes nécessaires à la construction ; il obligerait même de meilleures conditions, non créant d'impôt, le premier de tous. Le chemin de fer devra être à double voie pour répondre à toutes les nécessités stratégiques.

M. G. Cochery, rapporteur, répond que la proposition de M. Montaut augmenterait la dépense de 80 millions sans aucun avantage au point de vue de la défense nationale ; le ministre de la guerre estime que le projet de la commission lui donne satisfaction. Le contre-projet de M. Montaut consiste à renvoyer l'affaire à l'étude du jour. Or, il s'agit d'un projet de loi absolument nécessaire à la défense nationale et qu'on ne peut ajourner indéfiniment.

A la majorité de 435 voix contre 70, le contre-projet de M. Montaut n'est pas pris en considération.

M. Delattre développe un amendement tendant à déclarer d'utilité publique une ligne de Nice à Digne. Actuellement il n'y a pas de raccordement de la gare de Nice au port.

La loi de 1885, qui a autorisé un tramway à vapeur de Nice à Puget-Théniers et à Digne, ce tramway arrivera à Digne devant un chemin de fer à voie large ; il faudra donc rompre charge et perdre un temps précieux.

Si on pouvait charger la marchandise sur le port de Nice pour aller à Grenoble ou en Suisse sans être chargé, Nice deviendrait le port de la Suisse.

Un point de vue stratégique, l'Italie a fait, du Coni à Vintimille, une grande ligne qui n'a aucun intérêt commercial, qui est exclusivement destinée aux besoins militaires ; elle sera terminée dans six mois, c'est la ligne de Digne à Nice, qui serait chargée nous le pendant cette ligne, il faut qu'elle réponde aux mêmes besoins.

M. le Rapporteur répond que la question technique a été étudiée par la Commission et les autorités compétentes ; le projet de la Commission a été reconnu praticable.

M. Delattre insiste sur la nécessité de la double voie. Un corps de 35,000 hommes en six jours à un quart d'heure d'intervalle, mais on les garderait à l'arrivée s'il n'y avait qu'une voie.

M. Andrieux. — Mon cher collègue, je vais vous édifier la parole bientôt... après l'avoir prise. (Sourires.)

Messieurs, je veux dire pourquoi, à mon grand regret, il ne m'est pas possible de voter l'amendement ou le contre-projet de M. Delattre, de même que je n'ai pas voté celui de l'honorable M. Montaut.

L'honorable M. Delattre a dit d'excellentes choses, que j'ai écoutées avec beaucoup d'intérêt ; je serais très désireux moi-même qu'il eût un chemin de fer à double voie large entre Digne et Nice, et si ses paroles eussent été prononcées, ou plutôt si nous étions en 1884 ou 1885, je serais très porté à voter sa proposition.

Mais j'estime qu'aujourd'hui le vote de ce contre-projet serait l'interdiction de la ligne... (Déclarations sur divers bancs) et, involontairement, je me rappelle le vers du poète :

Mieux vaut gogol debout qu'empereur enterré.

La ligne à voie large vaut infiniment mieux que la ligne à voie étroite ; mais la ligne à voie étroite se fera, elle va se faire ; tandis que la ligne à voie large, si nous la votons, avec les études qu'elle comporte, les difficultés, les dépenses, il est vraisemblable que nous n'en verrons pas la fin.

Il y a longtemps que nous attendons ; il y a des intérêts qui réclament, soit au point de vue commercial, soit au point de vue stratégique, et c'est à ce double point de vue que je crois à la nécessité d'aboutir et d'aboutir sans plus de délai.

Si j'ai critiqué le projet lorsqu'il a été déposé, le gouvernement, c'est qu'il était insuffisant ; c'est que, sous prétexte de voie stratégique, on nous proposait deux sortes de culs-de-sac qui nous auraient, l'un, à Puget-Théniers, et l'autre à Saint-André, sans raccordement, si bien que l'intérêt stratégique comme l'intérêt économique ne recevaient pas satisfaction.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

Quant à la proposition d'Etat émanée de l'initiative de notre collègue M. Delattre, et qui vise à la création d'un chemin de fer à double voie normale de Digne à Nîmes, j'avoue pour ma part que j'aurais accepté avec grand bonheur la situation présente ; avec les dispositions actuelles de la Chambre, si elle ne s'occupait pas cette autre voie stratégique de Grasse à Nice, se reliant aux lignes de Draguignan et de Meyrargues déjà construites, et si, évidemment, tardive et inopportune cette proposition, ainsi que le disait tantôt notre collègue M. Montaut.

tant tout en cause, ne risquait finalement de compromettre le succès d'un projet qui, d'abord incomplet à certains points de vue, donne néanmoins satisfaction aux besoins les plus urgents de nos populations.

Pour ma part aussi, j'ai la certitude que le renvoi par la Chambre de ce projet sous le prétexte d'être étudié et d'avoir fait le jour donner satisfaction, aurait été l'enterrement de notre projet actuel, et l'on nous aurait ouvert de leurs suites, en nous promettant encore toutes les voies larges possible, dans un avenir prochain, bien entendu, pourrions longtemps encore et de cette façon nous n'aurions obtenu ni l'un ni l'autre.

Non, messieurs, soyons pratiques avant tout ; j'insiste sur le fait que le projet du Gouvernement avec les modifications qui y sont introduites, car c'est sur ces deux lignes stratégiques de Nice à Digne et de Nice à Grasse que se portent depuis longtemps et que se concentrent en ce moment tous les efforts de nos populations alpines, et ceux de leurs représentants élus à toutes les degrés.

C'est en l'état actuel des choses, nul n'oserait soutenir que la défense soit assurée sur notre frontière du sud-est, puisque tout l'intérieur du département se trouvant privé de tout moyen de communication rapide, une armée française aujourd'hui ne parviendrait au camp retranché de Nice que par la seule voie ferrée qui traverse le département, et qui, je le saisais tout l'heure, pourrait être facilement détruite, à moins d'immobiliser complètement notre escadron pour garder ce passage, et, une fois cette ligne rendue impraticable, les Alpes-Maritimes et le département du Var resteraient complètement séparés du reste du pays.

Entre part, ainsi que le fait ressortir le rapport de l'honorable M. Cochery, on ne peut pas dire non plus que nos populations si dévouées et qui acceptent toutes les servitudes militaires qui leur sont imposées par la force des choses, aient encore

